ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 21 MARS 1993 — 4e Circonscription de la Côte-d'Or



JACQUES GARCIA

64 ans
Maire de Montbard
Conseiller général honoraire

CANDIDAT DE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE GAUCHE

présenté par le
Parti Communiste Français



SUPPLÉANT :
Germain NOIROT

33 ans
Technicien à la SEB
Conseiller municipal de Selongey
Délégué du personnel à la SEB

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Cruelles réalités, au moment où les candidats font leurs promesses, l'actualité nous montre le chômage, la précarité, la guerre.

Néanmoins nous ne sommes pas condamnés à la poursuite de telles politiques ou à la désespérance. C'est à partir de constats simples qu'il devrait être possible que les femmes et les hommes de gauche, de progrès, trouvent ensemble dans une démarche pluraliste l'issue à la crise.

Plus on produit vite et en quantité, plus on détruit de marchandises et plus le travail partiel, précaire s'étend. Plus on donne de formation et moins il y aurait de débouchés.

Plus la médecine fait de progrès, et moins il y aurait de protection sociale, moins il y aurait d'hôpitaux.

Plus on construit de logements qui sont à vendre, moins il y a de possibilités de se loger, jusqu'à produire des sans abris.

Plus la faim dans le monde devient cruciale, dans les pays en voie de développement moins il y a de productions vivrières ; dans les pays développés, plus on prône l'aide alimentaire, moins il y a de production agricole.

Prenons la paix, plus il y a d'aspiration à un nouvel ordre mondial, après la fin de la tension est/ouest, plus il y a d'interventions militaires.
Plus les hommes ont les moyens de communiquer, d'échanger, de se connaître, et plus les haines nationalistes, ethniques, ravagent la planète.

Plus il faut investir pour l'éducation, l'écologie, la culture, enfin la vie. Plus on dépense dans l'armement.

Ce n'est pas étonnant dans ces conditions que des millions de Français s'interrogent sur la politique et recherchent des solutions en dehors de tous carcans idéologiques.

Malgré nos défauts, nos erreurs, jamais nous n'avons manqué de défendre ceux qui vivent de leur travail.

Dans notre circonscription les candidats se bousculent, s'excluent, se renient. Les difficultés des gens qui y habitent méritent mieux que toutes ces querelles politiciennes.

Hélas ce n'est pas du fait de la seule droite. Les tractations de sommet, la "réservation" des sièges décidée à Paris par les États majors, font qu'il n'y aura pas de candidat socialiste dans notre circonscription en mars 93. **Je le regrette, pour moi la gauche** est pluraliste. Toutes ces tendances peuvent travailler ensemble, comme je m'y emploie depuis longtemps dans mon conseil municipal. Aussi je m'adresse solennellement aux femmes et aux hommes de progrès.

Tous ces remue-ménage font que je suis désormais le seul candidat crédible à gauche. J'en ai tenu compte dans ma campagne, afin de permettre aux électeurs progressistes de pouvoir s'exprimer en toute liberté. Les suffrages qui se porteront sur mon nom ne seront que l'expression d'une volonté de rassemblement.

Je n'interpréterai pas ces votes comme un soutien à toutes mes propositions, respectant ainsi le pluralisme de la gauche. Est-ce fatal que la droite règne pendant des années sur notre circonscription avec son programme dangereusement anti-social ? Je ne le crois pas et je m'efforcerai de la combattre jusqu'au bout. Je suis à votre disposition aujourd'hui, je serai demain avec vous pour défendre nos acquis, nos emplois, afin de vivre et travailler décemment en Côte-d'Or.

Dans ma campagne je vous ai présenté un certain nombre de propositions, j'en extrais trois qui me semblent les plus importantes pour les habitants de notre circonscription.

RELANCER L'ÉCONOMIE POUR LE PLEIN EMPLOI

On nous dit depuis des années : l'austérité est nécessaire et que de toute façon la politique actuelle est la seule possible.

Pourtant, chaque année les grandes entreprises disposent de 1500 milliards de francs. Elles utilisent la moitié de cette somme, soit plus de 700 milliards de francs dans la spéculation financière.

Va-t-on continuer dans cette voie alors que l'expérience a prouvé qu'elle mène à l'impasse.

Les entreprises ont reçu 100 milliards de francs d'allégements de leurs impôts, plus de 235 milliards de francs tombent dans la poche des grandes sociétés soit disant pour faire de l'emploi. Or que constate-t-on : il y a 600.000 licenciements économiques cette année et le gouvernement estime que le chômage coûte 400 milliards de francs au pays.

Quand les moyens financiers considérables dont dispose la France seront-ils enfin employés pour investir dans le développement des activités et de l'emploi ?.

Alors comment faire ?

Il faut refuser les licenciements. La fiscalité doit être réformée afin d'inciter les capitaux à s'investir dans la production et l'emploi et taxer les spéculations financières, les exportations de capitaux.
- Produire et créer français, grâce à la reconstitution de nos grandes filières nationales de l'automobile, de l'électronique, de l'aérospatiale, de l'agroalimentaire.
- La taxation des exportations de capitaux permettrait de récupérer 50 milliards de francs afin d'aider les PME, les collectivités locales, les artisans et commerçants.

La relance de la consommation est nécessaire. Elle permettrait de satisfaire les multiples besoins des gens. Pour cela il faudrait produire, cela relancerait l'économie, c'est possible avec l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires, des retraites, des artisans, commerçants, des prestations sociales.

La réduction du temps de travail sans perte de salaire, permettrait de créer des emplois.

Les députés communistes viennent d'obtenir la mise en place de commissions départementales, composées d'élus, de salariés, de représentants de l'État, chargées de contrôler les fonds publics (235 milliards de francs destinés à l'emploi).

IMPULSER LE PROGRÈS SOCIAL

La société ne peut pas progresser si les inégalités sociales s'aggravent.

La charité se développe et les communistes ne sont jamais les derniers à manifester leur générosité, mais on laisse les huissiers saisir et expulser.

Nous proposons qu'une grande loi cadre assure aux exclus un revenu minimum décent, la formation nécessaire pour avoir un emploi. L'argent existe. Si on multipliait par quatre le rendement de l'impôt sur la fortune, cela rapporterait 28 milliards de francs, seulement 1 % des grandes fortunes !.

Investir l'argent là où il rapporte à la société, c'est permettre à toutes les familles de se loger correctement, de se soigner normalement et de donner une bonne éducation à leurs enfants.

Taxer les revenus du capital au même niveau que les salaires et les revenus paysans rapporterait immédiatement 64 milliards de francs et permettrait de garantir et d'améliorer la protection sociale de tous.

Les dépenses de surarmement nucléaire peuvent être réduites de 40 milliards de francs pour l'éducation.

Avant toute chose, le redressement des salaires, des pensions et des revenus ferait reculer les difficultés quotidiennes.

Le P.C.F. estime qu'à notre époque le salaire minimum devrait se situer au niveau mensuel de 7500 F.

Le 21 Mars

VOTEZ

Jacques GARCIA

CANDIDAT DE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE GAUCHE

présenté par le

Parti Communiste Français

CONTRE MAASTRICHT UN NOUVEAU PROJET EUROPÉEN

Les partisans du traité de Maastricht nous promettaient une Europe de la croissance, plus démocratique, facteur de paix et capable de résister à la concurrence des USA ou du Japon. Quelques mois, à peine, après le référendum. A quoi assiste-t-on !..

Une spéculation boursière sur les monnaies... En Italie, en Espagne, en Angleterre, des plans d'austérité plus sévères les uns que les autres menacent d'accroître le chômage et remettent en cause les acquis sociaux comme les retraites ou la protection sociale. Après avoir accepté l'importation massive des voitures japonaises, la Commission de Bruxelles vient de capituler devant le diktat des États-Unis dans les négociations internationales du GATT.

Le Parlement européen, les propres gouvernements de la Communauté ne sont même pas tenus au courant des négociations secrètes menées par des technocrates non élus.

Les décisions du gouvernement en la matière mettent systématiquement le pays devant le fait accompli. Ce n'est pas acceptable. Nous demandons qu'il revienne au Parlement de décider du contenu du mandat de négociations de nos ministres à Bruxelles et d'en contrôler l'application. Par ailleurs, en prolongement de l'exercice de la souveraineté nationale par le Parlement français, le Parlement européen peut voir élargir ses prérogatives, notamment pour contrôler la Commission européenne. Au delà des institutions elles-mêmes, nous exigeons un droit réel, non seulement pour les élus de la Nation, mais pour les citoyens d'intervenir sur ces questions.

Cela suppose que les acquis sociaux de chaque peuple soient non seulement garantis, mais servent de points d'appui aux autres pour aller de l'avant, que les ressources et les atouts de chaque pays soient mis en valeur, que les dépenses d'armement soient réduites - nous demandons à cet égard l'arrêt définitif des essais nucléaires en France et dans le monde - et que, de pilier renforcé de l'OTAN, la Communauté se transforme en pilier de la paix.

JANY IMP. - 21500 MARMAGNE

Vu, le candidat